ENTRE IMMIXTION ET ÉVICTION: LES SUPPORTS INSTITUTIONNELS DE LA PRÉSENCE COMMERCIALE FRANÇAISE DANS L'EMPIRE HISPANIQUE (1770-1793)

Sylvain Lloret

Université Sorbonne Université, Centre Roland Mousnier
Projet IMERLIB (Impérialisme, mercantilisme, libéralisme. Les expériences espagnole
et française concernant l'accès aux marchés extra-européens, 1770-1890)
sylvain.lloret@yahoo.fr
ORCID: 0000-0001-6124-7371

Les consuls de France établis en Espagne, l'agent général de France à Madrid ainsi que les Chambres de Commerce de Marseille, Bordeaux et Bayonne œuvrèrent en faveur d'une interconnexion plus affirmée entre les espaces économiques français, ibérique et américain entre 1770 et 1793. Par leurs pratiques et leur discours, ces institutions agissaient afin de favoriser l'immixtion des négociants français dans la Carrera de Indias, dans un contexte de concurrence commerciale avec les puissances maritimes, notamment l'Angleterre. La démarche consiste alors à analyser en quoi ces institutions étaient des outils de l'impérialisme informel français dans l'Empire hispanique et, ce faisant, de la projection commerciale de la France aux Indes espagnoles.

MOTS-CLÉS: *consul, agent général, commerce, Amérique, impérialisme.*

BETWEEN PENETRATION AND EVICTION: THE INSTITUTIONAL SUPPORTS OF THE FRENCH COMMERCIAL PRESENCE IN THE HISPANIC EMPIRE (1770-1793)

The consuls of France established in Spain, the General Agent of France in Madrid and the Chambers of Commerce of Marseille, Bordeaux and Bayonne worked in favor of a more assertive interconnection between the French, the Iberian and the American economic areas between 1770 and 1793. Through their practices and their discourse, these institutions act-

[Recibido: 29/10/2020; Aceptado: 04/01/2021]

ed to promote the interference of French merchants in the Carrera de Indias, in a context of commercial competition with the maritime powers, particularly England. The approach then consists in analyzing how these institutions were tools of French informal imperialism in the Hispanic Empire and, as a consequence, of France's commercial projection in the Spanish Indies.

KEYWORDS: *consul, general agent, trade, America, imperialism.*

En 1727, le sieur Grégoire, député de Marseille au Conseil de Commerce, écrivait: «on doit regarder sans contredit le commerce que nous faisons avec l'Espagne et son empire comme le plus important et le plus utile pour le royaume».¹ Ce constat s'inscrivait dans une perspective plus large d'immixtion des milieux d'affaires français dans le commerce avec l'empire hispanique. Espace intermédiaire entre l'économie-monde européenne et les perspectives transatlantiques, lieu de départ et d'aboutissement des flottes des Indes, l'Espagne représentait pour la France un lieu de connexion aux flux économiques mondiaux au XVIII^e siècle.² La péninsule ibérique unissait les centres manufacturiers français avec l'Amérique espagnole. L'enjeu de l'empire hispanique était alors de taille pour les marchands français.³ Ces derniers souhaitaient en effet devenir les fournisseurs privilégiés de ce vaste empire colonial, notamment en produits manufacturés. De surcroît, les marchands français visaient à capter les marchandises importées de l'Amérique espagnole, notamment l'or et l'argent.⁴ Dans un contexte d'alliance dynastique entre les deux monarchies bourbonniennes, l'accès au marché américain était conçu par les milieux d'affaires français comme un prolongement naturel de ce rapprochement politique.

Néanmoins, cette volonté de pénétration commerciale se heurtait à certains obsta-

1. Archives Nationales de France (AN), AE/B/III/365, Essai sur le commerce, par le sieur Grégoire, 1727.

2. Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècles*, t. 3, Paris, Armand Colin, 1979, p. 12; Lobato Franco, Isabel et José María Oliva Melgar (eds.), *El sistema comercial español en la economía mundial (siglos XVII-XVIII)*, Huelva, Universidad de Huelva, 2013; Delgado Ribas, Josep M., *Dinámicas imperiales (1650-1796). España, América y Europa en el cambio institucional del sistema colonial español*, Barcelona, Edicions Bellaterra, 2007; Martínez Shaw, Carlos et José María Oliva Melgar (eds.), *El sistema atlántico español (siglos XVII-XIX)*, Madrid, Marcial Pons, 2005; Pietschmann, Horst (ed.), *Atlantic History. History of the Atlantic System, 1580-1830*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002; Stein, Stanley J. et Barbara H. Stein, *Plata, comercio y guerra. España y América en la formación de la Europa moderna*, Barcelona, Crítica, 2002; García Baquero, Antonio, *Cádiz y el Atlántico (1717-1778), el comercio colonial español bajo el monopolio gaditano*, Cadix, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, CSIC, 1976; García Bernal, Antonio Miguel et Antonio García Baquero, *Tres siglos de comercio sevillano*, Séville, Camara Oficial de Comercio, Industria y Navegación de Sevilla, 1976.

3. Zylberberg, Michel, *Une si douce domination: les milieux d'affaires français et l'Espagne vers 1780-1808*, Paris, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, 1993.

4. Morineau, Michel, *Incroyables gazettes et fabuleux métaux. Les retours des trésors américains d'après les gazettes hollandaises (XV^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1984; Chaunu, Pierre et Huguette Chaunu, *Séville et l'Atlantique*, Paris, SEVPEN, 1959; Attman, Artur, *American Bullion in the European World Trade 1600-1800*, Göteborg, Kungl. Vetenskaps-och Vitterhets Samhället, 1986.

cles.⁵ Après le revers de la guerre de Sept Ans, la monarchie hispanique voulait restaurer sa puissance en assurant son relèvement économique face aux milieux d'affaires étrangers. Symbole d'une politique espagnole réformatrice, le décret de 1765 puis le règlement de 1778 abolirent le monopole de Cadix pour le commerce avec l'Amérique espagnole.⁶ Une telle mesure visait à porter un coup sévère à l'importante colonie marchande étrangère établie dans le port andalou. Notre analyse s'étend jusqu'en 1793, au moment de la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Espagne. Charles IV, roi d'Espagne depuis 1788, craignait en effet la «contagion» révolutionnaire dans son royaume. Cette défiance se traduisait par une méfiance accrue à l'égard des Français établis dans la Péninsule. La principale mesure de ce programme répressif fut la cédula royale du 20 juillet 1791. Ce texte ordonnait à tous les étrangers résidents, les *domiciliados*, de renoncer à la protection de leurs consuls et de prêter serment au roi d'Espagne.

Dans un contexte de remise en cause des positions commerciales françaises dans l'empire hispanique, nous souhaitons ici analyser l'action des supports institutionnels français dans les activités des marchands français en lien avec *Las Indias*. Les supports institutionnels étudiés ici sont de trois types: les consuls français établis en Espagne, les corps de nation ainsi que les Chambres de Commerce françaises. Ces institutions sont ici envisagées comme une interface entre la France et *Las Indias* et des acteurs de l'interconnexion du monde. L'interface s'entend dans toute sa dimension complexe et paradoxale: une zone de contact entre deux espaces différenciés, engendrant des dynamiques d'échange. L'interface suppose le passage: elle est irriguée, à des degrés divers, par des flux plus ou moins intenses, mais elle peut aussi être synonyme de rupture et d'entrave. Il s'agira alors de comprendre en quoi ces institutions, dans le droit fil des théories mercantilistes de l'époque, furent les maillons d'une stratégie étatique de développement du commerce français dans l'empire colonial espagnol. Autrement dit, cette étude analysera dans quelle mesure ces institutions politiques et commerciales devinrent un outil de projection commerciale de la monarchie française outre-Atlantique au XVIII^e siècle.

Pour ce faire, nous montrerons en premier lieu, à partir d'un triple observatoire, la manière dont ces institutions œuvraient en protecteurs marchands dont l'action visait à optimiser les opérations des grands négociants français impliqués dans le trafic américain. En second lieu, ces acteurs institutionnels étaient aussi porteurs d'un discours impérialiste. Ce discours, à la fois analytique et programmatique, reflétait la perception dominante dans les cercles du pouvoir en France et visait à orienter l'action de l'appareil d'État français. Dans un contexte de concurrence commerciale avec les puissances maritimes, notamment l'Angleterre, l'empire espagnol apparaissait comme un marché qui de-

5. Bartolomei, Arnaud, *Les marchands français de Cadix et la crise de la Carrera de Indias (1778-1828)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2017.

6. Ruiz Torres, Pedro, *Reformismo e Ilustración*, Barcelone, Grupo Planeta, 2008; Sánchez Blanco, Francisco, *El Absolutismo y las Luces en el reinado de Carlos III*, Madrid, Marcial Pons, 2002; Guimerà Ravina, Agustín (ed.), *El reformismo borbónico: una visión interdisciplinar*, Madrid, Alianza Universidad, 1996; Gómez Urdáñez, José Luis et Urbano Espinosa Ruiz, *El proyecto reformista de Ensenada*, Lérida, Milenio, 1996; Domínguez Ortiz, Antonio, *Carlos III y la España de la Ilustración*, Madrid, Alianza Editorial, 1988.

vait soutenir le commerce et l'économie française.⁷ Nous mettrons enfin en évidence l'efficacité réelle de l'action institutionnelle dans la pénétration commerciale française dans l'Amérique hispanique.

Les Français de la *Carrera* en priorité

En premier lieu, l'analyse porte sur la protection ciblée que certains agents consulaires offraient aux marchands français impliqués dans le grand commerce avec l'empire espagnol.⁸ En raison de la documentation disponible, et de l'organisation du commerce des Indes, trois observatoires institutionnels ont ici été privilégiés: le consulat de France à Cadix, l'agent général de la Marine et du Commerce de France à Madrid et des Chambres de Commerce françaises.

À l'interface entre deux mondes: le consul de France à Cadix

L'extension du maillage consulaire français en Espagne aux XVII^e et XVIII^e siècles permettait de disposer d'une information plus précise et régulière sur l'Amérique espagnole. Parmi ces postes consulaires, celui de Cadix occupait une importance stratégique. En sa qualité de port de la *Carrera de Indias*, Cadix était en effet le principal lieu de départ et d'arrivée des flottes et galions destinés à l'Amérique.⁹ De surcroît, Cadix était la première destination des marchands français établis dans la Péninsule. Les procès-verbaux des délibérations des assemblées de la nation renseignent sur le nombre de sociétés de négoce françaises établies dans le port andalou entre les années 1763 et 1784. D'après cette source, il y avait à Cadix 63 sociétés françaises de commerce en gros en 1763, 84 en 1771 et 70 en 1784.¹⁰ Outre leur importance numérique, les marchands Français avaient le plus grand poids économique parmi les communautés marchandes étrangères établies en Espagne. Une large part de ces maisons étaient impliquées dans le grand commerce transa-

7. Ternat, François, *Partager le monde: rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2015.

8. Cette analyse vient prolonger et compléter la réflexion menée dans: Lloret, Sylvain, «Informer et protéger: l'agent général de la Marine et du Commerce de France à Madrid et les marchands français de Cadix (1748-1784)», en Bartolomei, Arnaud; Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (eds.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII^e-XX^e siècle)*, Rome-Madrid, Publications de l'École française de Rome, 2017, pp. 310-320.

9. García Baquero, Antonio, *La Carrera de Indias: suma de contratación y océano de negocios*, Séville, Sociedad estatal para la Exposición universal, 1992, pp. 66-80; Girard, Albert, *Le commerce français à Séville et Cadix au temps des Habsbourg*, Paris, 1932, pp. 7-10.

10. Archives du ministère des Affaires étrangères, centre de Nantes (MAE Nantes), Cadix, 257, 5-7 et 196-198, recueil des procès-verbaux des délibérations des assemblées de la Nation, septembre 1728-juin 1778; MAE Nantes, Cadix, 258, registre des procès-verbaux des délibérations des assemblées de la Nation, juin 1778-août 1791.

atlantique. Or, cette immixtion était illégale. En effet, depuis le début du XVI^e siècle, le droit de commercer avec les Indes était défini comme un privilège réservé aux sujets natifs des royaumes espagnols. En dépit de cette interdiction, certains Français de Cadix s'étaient immiscés dans ce commerce par des procédés détournés. Des négociants pratiquaient le négoce transatlantique par l'intermédiaire de prête-noms espagnols ou grâce à leurs épouses espagnoles et à leurs enfants sujets du roi d'Espagne. De surcroît, certains marchands s'adonnaient à une intense contrebande dans le port de Cadix. Elle se pratiquait à l'entrée et à la sortie de Cadix. La technique la plus répandue consistait à transborder les marchandises d'un navire français vers un bâtiment espagnol avant l'entrée dans le port. Les négociants chargeaient alors en toute illégalité de l'argent que les ventes des produits textiles français procuraient en Amérique. De même, à la sortie, l'action des *metedores* consistait à introduire les marchandises dans les navires ancrés près de la côte qui faisaient ainsi office d'entrepôts de contrebande.¹¹

Point stratégique de la pénétration commerciale française dans l'Amérique hispanique, Cadix était alors au cœur du dispositif institutionnel de la monarchie française en Espagne. Entre 1770 et 1793, deux consuls français se succédèrent dans la place: Antoine Dumazel de Puyabry, et Étienne Hardy du Plessis de Mongelas.¹² Au contact des réalités du terrain, ces derniers relayaient de l'information marchande auprès de leurs nationaux. L'accès à ce renseignement constituait un enjeu stratégique pour les marchands français impliqués dans la *Carrera de Indias*, qui contribuait à orienter leur action.¹³

Pour ce faire, les consuls étaient en contact avec plusieurs types d'informateurs. La correspondance passive du poste de Cadix conservée à Nantes permet alors de reconstituer le réseau d'informateurs du consul de la place.¹⁴ Première source d'information identifiée, les *cargadores* réunis au sein du *Consulado*. Il s'agissait d'une institution corporative établie à Cadix pour résoudre les litiges impliquant les négociants autorisés à commercer avec les Indes. Autre informateur, la *Casa de Contratación*. Elle était un organe public situé à Cadix, chargé de l'administration de la *Carrera de Indias*. Troisième informateur, des correspondants de maisons de négoce espagnoles qui siégeaient en Amérique. Enfin, quatrième informateur, d'autres consuls français avec lesquels le consul de Cadix était en contact. Parmi ces consuls, l'information sur l'Amérique provenait essentiellement de l'agent consulaire français établi à La Havane. En théorie, les autorités es-

11. Lloret, Sylvain, «Connecter deux mondes: le consulat de France à Cadix au XVIII^e siècle, interface entre l'Europe et *Las Indias*», en Jesné, Fabrice (ed.), *Les consuls, agents de la présence française dans le monde, XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll^e «Enquêtes & documents», 2017, pp. 21-36.

12. Mézin, Anne, *Les consuls de France au siècle des Lumières (1715-1792)*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1998, pp. 257 et 344.

13. Laurent, Sébastien (ed.), *Entre l'État et le marché: l'information et l'intelligence économique en France (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010. Pour une approche plus théorique des liens entre économie et information, voir: Petit, Pascal (ed.), *L'économie de l'information. Les enseignements des théories économiques*, Paris, La Découverte, 1998; Stanziani, Alessandro, «Information, institutions et temporalité. Quelques remarques critiques sur l'usage de la nouvelle économie de l'information en histoire», *Revue de Synthèse*, 121, n.° 1-2, 2000, pp. 117-155.

14. MAE Nantes, Cadix, 333-356, correspondance reçue par le consul de France à Cadix, 1770-1793.

pagnoles n'admettaient pas de consul de France dans leurs colonies au XVIII^e siècle. Néanmoins, un agent français y était toléré et assumait les fonctions consulaires.¹⁵

Par ces liens avec ces divers informateurs, les consuls français de Cadix transmettaient à leurs nationaux des renseignements réguliers relatifs à l'empire espagnol. On en retrouve la trace dans la correspondance privée passive du consul avec certains de ses nationaux, conservée à Nantes. Parmi les destinataires de cette information, on retrouve les grands noms du négoce gaditan de l'époque, comme Magon, Le Couteulx, Payan ou Lenormand. Trois thématiques dominaient : la situation des marchés américains, les impositions et surtout les conditions du voyage. Le renseignement transmis par les consuls à leurs nationaux était alors en grande partie consacré à l'observation de la navigation avec les colonies espagnoles de l'Amérique. Le consul pouvait évoquer les conditions matérielles des voyages, le contenu des cargaisons au retour et à l'aller, ou encore les perquisitions dont faisaient l'objet les navires de commerce étrangers par les autorités locales.¹⁶ De plus, le consul se procurait auprès des autorités portuaires des états d'entrée et de sortie de navires. Ces documents, mensuels ou trimestriels, énuméraient le nom des capitaines, des bâtiments, des provenances, des destinations et parfois des cargaisons de navires entrant et sortant de Cadix. Ces informations permettaient aux marchands de prendre leurs décisions en fonction de la réalité du terrain.

Pour diffuser ces renseignements, le consul se devait d'être en contact avec les milieux d'affaires français établis dans le port. Pour ce faire, il existait des connexions directes entre ce consul et les marchands. La transmission de ces informations s'effectuait alors le plus souvent *via* des institutions locales. Le consul participait en effet aux assemblées de la nation qui regroupaient les principaux négociants du port andalou, dont la plupart étaient impliqués dans le commerce de la *Carrera*. Comme l'a précisé Didier Ozanam, il s'agissait d'«une sorte d'association ou de chambre représentant les intérêts du commerce national» dans la place marchande.¹⁷ Cette Nation était représentée officiellement par deux députés qui étaient les interlocuteurs directs du consul.

Outre la transmission d'information, le consul de France à Cadix œuvrait auprès des autorités locales. L'action du consul consistait alors à veiller à l'application du cadre juridique protecteur qui favorisait l'implication de ses nationaux dans le trafic américain. En effet, des privilèges reconnus par des cédulas royales et des traités accordaient des libertés aux marchands français établis dans la Péninsule. Parmi ces privilèges, les consuls défendirent avec une vigilance accrue l'application de la cédula de Philippe V de 1701.

15. Le poste de la Havane fut occupé au XVIII^e siècle par Jonchée, de 1701 à 1722, par la famille Béloquin, de 1722 à 1761, puis par Péfaut, chargé des affaires de la Marine par ordre du Roi du 6 avril 1761. Voir : Mézin, Anne, *Les consuls de France au siècle des Lumières (1715-1792)*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1998, p. 696.

16. Les cargaisons au retour d'Amérique étaient constituées d'or et d'argent, en piastres ou en barres, de sucre, de cacao, d'indigo, de bois de Campêche et d'autres fruits des Indes. Les cargaisons à l'aller étaient constituées en grande partie de toiles, d'étoffes et d'autres manufactures françaises.

17. Ozanam, Didier, «La colonie française de Cadix au XVIII^e siècle d'après un document inédit de 1777», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n.° 4, 1968, p. 260.

Elle accordait aux navires français la possibilité d'entrer dans les ports de l'Amérique espagnole pour caréner. Ceci favorisait l'introduction dans les Indes hispaniques, de marchandises françaises en contrebande. Cette immixtion française dans le commerce de la *Carrera* était en effet illégale. Depuis le début du XVI^e siècle, le droit de commercer avec les Indes était défini comme un privilège réservé aux sujets natifs des royaumes espagnols. De surcroît, les consuls français défendaient avec vigueur l'exemption de visite accordée aux navires français, en vertu d'une cédula du 30 avril 1703. Ceci permettait d'échapper à l'action des douaniers et favorisait l'extraction illégale de l'or et de l'argent américain. La démarche était alors toujours semblable: en cas de visite jugée illégale, l'information était le plus souvent transmise par les armateurs ou les capitaines français au consul de Cadix. Ce dernier portait ses plaintes au gouverneur de Cadix puis ce dernier les faisait remonter à l'ambassadeur ou au consul général à Madrid.

De plus, les consuls, bien au fait des arcanes institutionnels de la monarchie hispanique, encadraient des démarches plus ordinaires qui facilitaient et sécurisaient les opérations des marchands français impliqués dans le commerce atlantique. Par exemple, le consul était l'interlocuteur premier des capitaines, patrons et gens de mer français pour tout ce qui concernait les formalités administratives ordinaires à l'arrivée et au départ. Les consuls intervenaient notamment lors du refus de délivrance des «*quias*» par les autorités locales. Ces documents étaient les passavants de toutes les marchandises du chargement d'un navire qui ne payaient pas le droit d'habilitation. L'étude du consulat de France à Cadix met ainsi en évidence son rôle et l'utilité de son action dans la dynamique commerciale française en Espagne. Qu'il soit pourvoyeur d'informations vis-à-vis de ses compatriotes et de son ministre ou porte-parole de ses nationaux auprès des autorités locales, ses modalités d'intervention dans la réduction de l'incertitude marchande étaient multiples.

Enfin, les consuls agirent afin de faire disposer à leurs compatriotes des retours d'Amérique, malgré l'interdiction de principe. Loin de désavouer les pratiques frauduleuses de leurs compatriotes, les consuls se montraient plutôt bienveillants à l'égard de la contrebande. Déjà en 1741, le consul de France Jean-Baptiste Partyet écrivait à Jean-Baptiste Daubenton de Vauraoux, premier commis au bureau des Consuls du Ponant: «Si un négociant se trouve dans le cas d'avoir fait la contrebande, est-ce au consul de France à travailler à le détruire? Et sont-ils envoyés en Espagne pour accabler les sujets du roi ou pour les défendre et les protéger?».¹⁸ Ainsi, le secrétaire d'État de la Marine demandait régulièrement au consul d'intervenir auprès du gouverneur de Cadix lorsqu'un capitaine français était inquiété par les autorités espagnoles. C'est ainsi qu'en octobre 1777, le brigantin nantais *L'Amitié* fut restitué à son armateur, et son équipage libéré, un mois seulement après la découverte à son bord de 22.790 piastres fortes non déclarées.¹⁹ Quant à son capitaine, Jacques Fromentin, il en fut quitte pour une simple admonesta-

18. MAE Nantes, Madrid, A, 84, lettre de Jean-Baptiste Partyet à Daubenton de Vauraoux, Cadix, 12 décembre 1741.

19. AN, AE/B/I/283, lettres de Mongelas à Sartine, 16 septembre et 17 octobre 1777.

tion puisque «le ministre et surintendant général des finances espagnoles» demanda au consul et à son suppléant Poirel de lui signifier que, lorsqu'il repasserait à Cadix, il lui faudrait être «plus circonspect à l'avenir dans les voyages ou relâches» qu'il ferait dans les ports espagnols.²⁰

Si les autorités françaises défendaient le plus souvent leurs compatriotes dans les affaires de contrebande, elles recommandaient néanmoins la plus grande discrétion. Le 1^{er} avril 1768, le secrétaire d'État de la Marine Praslin demanda au consul de Cadix Puyabry de veiller à ce que les marchands français usassent «de beaucoup de précautions et de sagesse pour ne pas donner de l'ombrage aux Espagnols».²¹ Si le secrétaire d'État et son consul veillaient à réguler la contrebande en s'opposant aux pratiques les plus ostensibles, ils ne furent jamais une source d'entrave majeure. Il s'agissait de mettre fin aux usages les plus ostentatoires. Le ministre ne condamnait pas la fraude mais il conseillait la plus grande prudence: sans flagrant délit, point de tort.

L'agent général, clé de voûte du dispositif institutionnel

L'analyse du dispositif institutionnel de pénétration marchande française dans l'empire hispanique a en outre été menée à partir d'un autre observatoire: l'agent général de la Marine et du Commerce à Madrid.²² Mis en place en 1702, cet agent était nommé par le secrétaire d'État de la Marine français. Un tel agent, sans équivalent pour les autres nations étrangères en Espagne, était un collaborateur de l'ambassadeur du roi de France à Madrid, en charge des questions commerciales et maritimes. En cette qualité, l'agent général coordonnait l'action du réseau consulaire établi dans la Péninsule. Il entretenait une correspondance avec les consuls de France établis dans les différentes places marchandes espagnoles.

L'action de cet agent revêtait une double dimension. En premier lieu, l'agent général mettait sa compétence juridique au service des marchands français. Il était à même de guider ses compatriotes à travers la complexité des lois, des traités et des conventions qui régissaient le commerce entre les deux pays. Pour ce faire, il préparait les offices que l'ambassadeur signait. Ces documents étaient des représentations que le diplomate présentait aux secrétaires d'État espagnols, suite à un contentieux commercial. En second lieu, les agents généraux menaient une action de lobbying en faveur de leurs compatriotes auprès des autorités espagnoles. Ils mobilisaient leur capital relationnel, afin de résoudre les affaires qu'ils jugeaient les plus importantes. Pour ce faire, ils œuvraient majoritairement auprès des membres des juntas et des conseils. Parmi ces acteurs admi-

20. AN, AE/B/I/284, lettre de Poirel à Sartine, 5 mai 1778.

21. AN, AE/B/I/278, 383-385 v^o, lettre d'Antoine Dumazel de Puyabry à Praslin, 1^{er} avril 1768.

22. Lloret, Sylvain, «Entre princes et marchands: les agents généraux de France à Madrid dans les interstices de la diplomatie (1702-1793)», thèse de doctorat dirigée par Lucien Bély, soutenue le 25 juin 2018 à Sorbonne Université.

nistratifs, les relations furent plus étroites avec la *Junta de Dependencias y Negocios de Extranjeros*. Cet organe de gouvernement fut créé par le décret royal du 12 mars 1714 et perdura jusqu'au début du XIX^e siècle. Il visait notamment à surveiller les activités des marchands étrangers établis en Espagne, ainsi que la nomination des consuls.

De surcroît, un grand nombre de dossiers se géraient au contact de subalternes de l'administration. Ces subalternes se composaient des commis principaux (*oficiales mayores*), des juges de la Chambre des Comptes (*Contaduría mayor de cuentas*), des *corregidores*, des procureurs généraux (*fiscales*), des juges des audiences et des chancelleries.²³ Or, l'expérience de l'Espagne avait souvent amené les agents généraux à fréquenter les membres des tribunaux ainsi que les commis des bureaux. Comme l'explique l'ambassadeur Ossun, Édouard Boyetet était déjà «connu et estimé [...] des principaux magistrats des tribunaux supérieurs de Madrid» au moment de sa nomination.²⁴ Par conséquent, ces agents réactivaient dans l'exercice de leur fonction les contacts qu'ils avaient noués au sein de ce personnel administratif.

GRAPHIQUE 1. Provenance géographique des lettres adressées par les marchands français à Édouard Boyetet, années 1778 et 1779

Réalisé par Sylvain Lloret d'après : AHN, Estado, 4008, correspondance privée passive d'Édouard Boyetet, 1778 et 1779.

Cette protection marchande assurée par l'agent général reflète alors la géographie américaine des intérêts marchands français dans la Péninsule. En effet, cette protection bénéficiait en priorité aux grands négociants français impliqués dans le trafic de la *Carre-ra de Indias*. Afin de démontrer cette idée, l'analyse est ici menée à partir de la correspon-dance privée passive de l'agent général Édouard Boyetet —en poste de 1772 à 1784—

23. Les *corregidores* sont des fonctionnaires royaux espagnols dans les petites villes ou villages.

24. AN, AE/B/I/792, 20, lettre du marquis d'Ossun à Bourgeois de Boynes, 17 février 1772.

pour les années 1778 et 1779, confisquée par l'Inquisition et mise au jour par Arnaud Bartolomei.²⁵ Cette documentation se compose de 247 lettres reçues par l'agent général de particuliers français et espagnols. Prolonger l'exploitation de ce corpus permet alors de mettre en évidence le fait que l'action de cet agent bénéficia de manière préférentielle aux négociants français impliqués dans le commerce américain. En effet, l'étude de ce corpus met en évidence la géographie de la protection assurée par ce dernier.

Les négociants français de Cadix représentaient ainsi une majorité relative des marchands qui sollicitaient les services de l'agent général. En effet, près d'un tiers des dépêches étaient écrites du port andalou. Ce ciblage de la protection de l'agent général vers les négociants français impliqués dans le trafic de la *Carrera de Indias* est confirmé par l'analyse des offices présentés aux secrétaires d'État espagnols. L'étude des offices rédigés par l'agent général pendant l'année 1777 et adressés au *Secretario de Estado* Floridablanca témoigne de l'importance accordée aux grands négociants gaditans impliqués dans le grand commerce américain; les deux tiers des représentations relatives à la communauté marchande française de Cadix traitaient en effet des grandes maisons immiscées dans le négoce avec l'Amérique hispanique.²⁶ De surcroît, en mars 1776, Boyetet rédigea un mémoire de cinquante-deux folios dans lequel il consacrait trois chapitres sur onze à la *Carrera de Indias*.²⁷

Les Chambres de Commerce françaises, relais de protection

Enfin, au sein du dispositif institutionnel français d'accès au marché hispano-américain, les Chambres de Commerce de Marseille, Bordeaux et Bayonne occupaient une place de choix.

Ces Chambres de Commerce transmettaient fréquemment aux négociants de ces trois places françaises des informations utiles pour leurs opérations en lien avec *Las Indias*. Parmi cette information, se trouvaient des états hebdomadaires des navires entrés et sortis du port de Cadix. Il s'agissait d'un bulletin de trafic, complété par une publication hebdomadaire autorisée à l'impression.²⁸ Ces documents se présentaient sous la forme

25. Archivo Histórico Nacional de España (AHN), Estado, 4008, correspondance privée passive d'Édouard Boyetet, 1778 et 1779. Voir: Bartolomei, Arnaud, «Les relations entre les négociants français de Cadix et le pouvoir: comportements collectifs et stratégies individuelles (fin XVIII^e siècle)», en Bertrand, Michel et Jean-Philippe Priotti (eds.), *Circulations maritimes: l'Espagne et son Empire (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp. 128-129.

26. Archivo General de Simancas (AGS), Estado, 4613, *oficios de la embajada de Francia*, 1777.

27. AN, AE/B/III/343, mémoire joint à la lettre de Boyetet à Sartine, 2 mars 1776.

28. Bartolomei, Arnaud, «La publication de l'information commerciale à Marseille et Cadix, 1780-1820: la fin des réseaux marchands?», *Rives nord-méditerranéennes*, n.° 27, 2007, p. 86; Checa Godoy, Antonio, *Historia de la prensa andaluza*, Séville, Fundación Blas Infante, 1991, p. 27; McCusker, John, «Bulletins de trafic et listes de navires: sources pour l'histoire économique du monde atlantique», *Bulletin du Centre d'Histoire des Espaces Atlantiques*, n.° 1, 1983, pp. 21-26; McCusker, John et Cora Gravesteijn, *The beginnings of commercial and financial journalism*, Amsterdam, Netherlands Economic History Archives, 1991, p. 176. Une série qui

d'une liste énumérant le type et le nom des bâtiments, des capitaines, du consignataire, les provenances, les destinations, la durée du voyage, le pavillon et parfois les cargaisons des bateaux entrant et sortant de la place commerciale. Ce bulletin, envoyé à Madrid par le consul de France à Cadix, était souvent transmis par l'agent général aux Chambres de Commerce de Marseille, Bordeaux et Bayonne.²⁹ L'information qu'il contenait permettait aux armateurs d'identifier les navires disponibles pour exporter leurs marchandises vers l'Amérique hispanique et de connaître la situation des bateaux sur lesquels ils possédaient des intérêts.

GRAPHIQUE 2: Les Chambres de Commerce de Marseille, Bordeaux et Bayonne, acteur de l'accès au marché hispano-américain

Réalisé par Sylvain Lloret.

De surcroît, ces Chambres de Commerce œuvraient à favoriser l'accès de leurs négociants au marché américain par le lobbying qu'elles exerçaient sur le dispositif institutionnel français établi en Espagne, notamment l'agent général précédemment évoqué. Les archives diplomatiques de Nantes conservent ainsi des fragments des lettres écrites des Chambres de Commerce de Bayonne et Bordeaux à l'agent général à Madrid. En outre, le dépouillement systématique de la correspondance active de la Chambre de Commerce de Marseille a mis au jour cinquante deux lettres adressées par l'institution à l'agent général entre 1775 et 1779. Les deux tiers de ces lettres avaient trait aux affaires de négociants français dans la *Carrera de Indias*, pour lesquels la Chambre de Commerce réclamait l'intervention de l'agent général auprès des autorités espagnoles.

comprend plus de 200 exemplaires des bulletins de trafic de Cadix se trouve aux Archives Nationales. Cf. AN, AE/B/III/353.

29. Archives de la Chambre de Commerce de Marseille (ACCM), K/176, correspondance passive de la Chambre de Commerce de Marseille avec l'abbé Beliard puis Edouard Boyetet, août 1759-octobre 1785.

Ainsi, à partir de ce triple observatoire —consul de France à Cadix, agent général à Madrid et Chambres de Commerce— nous constatons que le dispositif institutionnel français agissait de manière relativement ciblée: il priorisait la dimension globale et mondiale du commerce français en Espagne.

De la Péninsule à *las Indias*: les horizons impérialistes d'un discours

Le vécu et l'action des agents généraux en Espagne amenait ces hommes à embrasser des vues plus larges. Ils produisaient un discours qui revêtait une dimension instrumentale et programmatique. Ce discours avait pour objectif la formulation de revendications, voire d'une politique. Ce programme visait notamment à renforcer l'emprise économique française sur l'Amérique espagnole. Le discours reflétait alors la perception dominante dans les cercles du pouvoir en France: dans un contexte de concurrence commerciale avec les puissances maritimes, notamment l'Angleterre, l'empire espagnol apparaissait comme un marché qui devait soutenir le commerce et l'économie française.³⁰ Le discours produit par les agents généraux pensait alors la conquête de nouveaux marchés en Amérique et en Asie comme un moyen de concurrencer les autres puissances maritimes. La démarche consiste ici à comprendre dans quelle mesure le discours des agents généraux constituait un outil d'une «diplomatie-monde», au sens où elle intégrait les réalités coloniales à son champ d'action et poursuivait un grand dessein: repousser outre-Atlantique les frontières du commerce français.³¹

Favoriser l'immixtion

En premier lieu, le discours des agents généraux revêtait une dimension offensive: il constituait un outil au service du renforcement d'un impérialisme informel français en Amérique espagnole et en Asie. Cette volonté française d'immixtion commerciale dans l'empire colonial hispanique s'inscrivait dans la droite ligne du discours que les agents généraux portaient sur la dépendance économique espagnole aux productions françaises. Dans un mémoire adressé le 2 mars 1776 au comte de Vergennes, Boyetet écrivait que l'Espagne «ne peut se suffire à elle-même».³² Il dressait le constat d'une dépendance commerciale de l'Espagne vis-à-vis de la France. Cette remarque faisait écho au jugement porté par le consul de France à Cadix, Étienne de Mongelas, dans une lettre qu'il adressa le 10 janvier 1776 au secrétaire d'État de la Marine:

30. Ternat, François, *Partager le monde...*, cit.

31. Bély, Lucien; Guillaume Hanotin et Géraud Poumarède (eds.), *La diplomatie-monde. Autour de la paix d'Utrecht, 1713*, Paris, Pedone, 2019.

32. AN, AE/B/III/343, mémoire joint à la lettre de Boyetet à Vergennes du 2 mars 1776.

L'Espagne ne peut se passer de nous [...]. Notre activité, notre génie inventif, la hardiesse de nos entreprises l'emportent toujours sur la lenteur, sur l'imagination et sur l'irrésolution de l'Espagnol [...]. L'Espagne n'est pas puissance à redouter. Elle n'a que l'ombre de sa force. La splendeur de son opulence ne doit pas nous éblouir. La faiblesse de son gouvernement, sa mauvaise administration, l'indolence naturelle à la nation lui font perdre beaucoup des avantages qu'elle pourrait retirer de ses riches possessions [...].³³

Les écrits du consul de France à Cadix et de l'agent général s'inscrivaient dans la droite ligne des projets élaborés plusieurs décennies auparavant par l'agent général Ambroise Daubenton de Villebois. Ce dernier suggérait de renforcer la présence commerciale française dans le Pacifique, afin de capter une partie du commerce philippin. Le mémoire qu'il adressa au secrétaire d'État de la Marine Jérôme de Pontchartrain le 23 septembre 1705, synthétisait ses propositions de réforme du commerce philippin:

Il semble que rien ne serait mieux que de fixer ce commerce à Cadix, en l'interdisant absolument avec le Pérou et la Nouvelle Espagne. Lorsqu'on traitera de cette matière, j'y donnerai toute mon application en faisant observer à la Junte que la Compagnie des Indes de France pourrait se charger de porter en ces îles l'argent et les missionnaires qu'on voudra y envoyer.³⁴

La principale proposition de Daubenton de Villebois consistait à utiliser les navires de la Compagnie française des Indes pour «porter en ces îles l'argent et les missionnaires». Une telle mesure constituait une entorse à l'Exclusif colonial espagnol. Elle rendait en effet possible l'introduction de marchandises françaises aux Philippines. Elle était en outre une manière pour les autorités françaises de capter à leur profit une partie du commerce philippin, tout en bénéficiant de la protection d'un nouveau cadre légal.

Ces projets relatifs aux Philippines et les objectifs qu'ils formulaient s'inscrivaient dans la continuité de mémoires produits à l'époque de Colbert, par certains gouverneurs coloniaux français dans la Caraïbe.³⁵ Ces écrits mettaient en avant la localisation stratégique de plusieurs îles françaises caribéennes par rapport à *Las Indias*. Ils pensaient ces territoires comme des relais et des points de pénétration dans l'empire espagnol.³⁶ Ces derniers préféraient la domination informelle au contrôle militaire et territorial direct.

Ainsi, les agents généraux de France à Madrid se firent force de propositions afin d'accroître l'immixtion marchande française dans l'empire colonial espagnol. Leur discours s'inscrivait dans la droite ligne de projets mercantilistes formulés depuis l'époque

33. AN, AE/B/I/282, 7-10, lettre de Mongelas à Sartine, 10 janvier 1776.

34. AN, MAR/B/7/236, 481 v°, lettre de Daubenton de Villebois à Jérôme de Pontchartrain, 23 septembre 1705.

35. Sur les relations internationales dans la Caraïbe à la charnière des XVII^e et XVIII^e siècles, voir la thèse en cours de préparation de David Chaunu intitulée «Les relations internationales en situation coloniale. La politique américaine des empires atlantiques dans la Caraïbe au temps de Louis XIV (1660-1715)», dirigée par Lucien Bély à Sorbonne Université.

36. AN, Col/C/8/A1, 88-89, mémoire concernant le commerce que peuvent faire les Français habitants de l'île de la Grenade en la Terre Ferme, 20 novembre 1670.

de Colbert. L'agent général dessinait les contours d'une stratégie commerciale offensive et à moindre coût. Dans un contexte de concurrence économique entre les puissances européennes, notamment avec l'Angleterre, ces projets visaient à maximiser les avantages commerciaux que la France pouvait retirer de son alliance avec l'Espagne.

Combattre l'éviction

Les mémoires transmis par les agents généraux au secrétariat d'État de la Marine ne revêtaient pas uniquement une dimension programmatique et offensive: ils avaient souvent un caractère défensif. Ils mettaient en garde contre les menaces qui pesaient sur les intérêts marchands français dans l'Amérique espagnole. Ces écrits visaient alors à fournir aux gouvernants français l'outillage intellectuel pour comprendre la raison d'être des orientations mises en œuvre par la monarchie hispanique à l'époque de Charles III. Ce faisant, le discours des agents généraux offrait une clé de lecture qui visait à anticiper et éventuellement contrer les mesures adoptées.

Parmi les menaces identifiées, la concurrence étrangère sur les produits textiles réexportés aux Indes espagnoles faisait l'objet d'une attention particulière. Cette inquiétude revêtait un caractère d'autant plus important que les grandes régions textiles françaises, telles la Bretagne, le Languedoc ou la région lyonnaise, étaient étroitement connectées au marché américain.³⁷ Or, les toiles françaises, qui avaient longtemps dominé le marché américain, subirent les effets de la concurrence des toiles allemandes et anglaises à partir du milieu du XVIII^e siècle. En effet, dans les années 1780, la part des toiles de Silésie dans les réexportations textiles depuis Cadix vers l'Amérique augmenta: elle passa de 25 % à 66 % de la valeur totale des réexportations de toiles depuis Cadix aux colonies d'Amérique.³⁸ Par conséquent, les toiles bretonnes, principale exportation française aux Indes espagnoles, perdaient des parts de marché sur le commerce de la *Carrera*.

Cette menace sur les toiles françaises suscita de longs développements de l'agent général à la fin des années 1770, moment où la monarchie hispanique réforma sa politique douanière. Les mesures protectionnistes adoptées par les autorités espagnoles firent alors l'objet de vives critiques de la part d'Édouard Boyetet: «C'est le système bien décidé d'abolir tous les traités, de réduire toutes les Nations qui voudront commercer en Espagne à le faire sans privilège et d'y résider sur le même pied que les Espagnols».³⁹

Boyetet faisait ici allusion à la suppression du *convenio* d'Eminente, un accord douanier qui favorisait les toiles de Bretagne au détriment de celles de Silésie et qui fut aboli

37. Parmi l'abondante bibliographie, voir notamment: Le Gouic, Olivier, *Lyon et la mer au XVIII^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011; Vial, Pierre, *Un négociant français à Cadix: Antoine Granjean (1752-1775)*, Lyon, 1964; Dornic, François, «Le commerce des Français à Cadix d'après les papiers d'Antoine Granjean (1752-1774)», *Annales ESC*, n.° 3, 1954, pp. 311-327.

38. Butel, Paul, *Européens et espaces maritimes (vers 1690-vers 1790)*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1997, p. 110.

39. AN, AE/B/I/794, 316 r°, lettre de Boyetet à Sartine, Aranjuez, 26 juin 1779.

en 1779. Une telle mesure, à l'encontre des intérêts marchands français, s'intégrait plus généralement à la politique menée par le ministre Floridablanca, qui posa les pierres de l'édifice protectionniste espagnol. Ainsi, le règlement du 12 octobre 1778 renforça le système de préférence nationale pour les articles exportés à *Las Indias*: en vertu de ce texte, les articles espagnols exportés vers l'Amérique payaient dorénavant des droits *ad valorem* de 1,5 % à 3 %, alors que ceux qui s'appliquaient aux marchandises étrangères étaient de 3 % à 7 %.⁴⁰ De surcroît, l'introduction en Amérique de certains produits étrangers, tels que les chapeaux demi-castor produits à Paris et Lyon, fut prohibée.⁴¹

En outre, les mémoires d'Édouard Boyetet dénonçaient, de manière plus générale, la réorganisation du commerce colonial espagnol mise en œuvre par Charles III à la fin des années 1770. Le roi d'Espagne avait en effet entrepris de mener une politique de reconquête de son marché national et colonial. Le règlement adopté le 12 octobre 1778 décrétait que treize ports espagnols seraient désormais autorisés à commercer avec vingt ports américains.⁴² Une telle mesure mettait fin au monopole de Cadix sur le commerce avec *Las Indias*: elle visait à porter un coup aux colonies marchandes étrangères établies dans le port andalou, afin de favoriser l'essor des manufactures nationales en assurant à leurs productions le débouché du marché colonial.

Analysant l'ensemble du dispositif mercantiliste mis en œuvre par la monarchie hispanique pour reconquérir son marché colonial, les écrits de Boyetet ne se cantonnaient pas seulement aux horizons américains: ils s'intéressaient également au marché asiatique. L'agent général consacrait en mai 1785 un mémoire à la mise en place d'une compagnie espagnole des Philippines, qui disposait du monopole du commerce avec l'archipel.⁴³ Boyetet en étudiait la structure, le fonctionnement et les objectifs. Une telle démarche visait à faire connaître cette institution aux autorités françaises, afin de mieux la contourner ou, au contraire, s'immiscer dans son fonctionnement. Ainsi, l'agent général mettait en évidence les limites de cette structure, eu égard aux objectifs initiaux d'indépendance économique et commerciale espagnole. Arguant de l'inexpérience des marins hispaniques, l'agent général proposait de réclamer l'autorisation d'embaucher des capitaines

40. García Baquero, Antonio, *Cádiz y el Atlántico...*, cit.

41. Hermann, Christian, «Affirmation de la souveraineté nationale et déclin des privilèges français en Espagne au XVIII^e siècle», en Dedieu, Jean-Pierre et Bernard Vincent (eds.), *L'Espagne, l'État, les Lumières. Mélanges en l'honneur de Didier Ozanam*, Madrid, Casa de Velázquez, 2004, p. 33.

42. García Baquero, Antonio, *El libre comercio a examen gaditano: crítica y opinión en el Cádiz mercantil de fines del siglo XVIII*, Cadix, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Cádiz, 1998; Bravo Lira, Bernardino, «Notas sobre el Reglamento de Comercio libre de 1778 y el régimen jurídico del comercio indiano», en *III Congreso del Instituto Internacional de Historia del Derecho Indiano, Madrid 17-23 de enero de 1972, actas y estudios*, Madrid, 1973, pp. 1013-1044; Carrière, Charles, «Renouveau espagnol et prêt à la grosse aventure. Cadix dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle», *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n.º 17, juin-juillet 1970, pp. 221-252.

43. Archives du ministère des Affaires étrangères, centre de La Courneuve (MAE La Courneuve), Mém. et Doc., Espagne, 209, 154-161, sentiment de Boyetet sur la Compagnie des Philippines, mai 1785. Voir: Delgado Barrado, José Miguel, «Reformismo borbónico y compañías privilegiadas para el comercio americano (1700-1756)», en Guimerá Ravina, Agustín (ed.), *El reformismo borbónico: una visión interdisciplinar*, Madrid, CSIC, 1996, pp. 123-146.

étrangers. Il suggérait de surcroît que les autorités françaises fissent une offre de participation au capital de la Compagnie.

Le discours de Boyetet relatif à l'empire espagnol revêtait ainsi une double dimension: offensive d'une part, défensive d'autre part. Il suggéra des mesures visant à renforcer les positions commerciales françaises dans l'Amérique hispanique et en Asie. Il mettait également en garde contre les périls qui menaçaient cette «si douce domination».⁴⁴ Par conséquent le discours était un outil de la présence marchande française dans le monde qui mettait en lumière les enjeux de cette présence et la nécessité de la préserver.

Puissance et impuissance des mots: l'utilisation du discours

Ces agents généraux, Boyetet en particulier, étaient ainsi porteurs d'un discours économique impérialiste dans les cercles du pouvoir. L'acte d'écriture des acteurs décrits recevait alors une intention. Produire un discours économique constituait une étape dans un processus de décision, destinée à influencer, à infléchir et à orienter une politique. S'il convient de se départir de tout déterminisme, faisant du discours économique la cause mécanique et nécessaire des décisions politiques, la démarche consiste à mettre en évidence la portée pratique de certains de ces écrits et de comprendre la place qu'ils tenaient dans le processus de la prise de décision. Ce faisant, cette analyse vise à montrer en quoi des discours impérialistes pouvaient parfois constituer le socle d'une politique et la forge de la décision au sein de l'appareil d'État français.

Si nous pouvons raisonnablement supposer que ces écrits influaient sur les décisions politiques, il est néanmoins difficile de savoir à quel point. Il est en effet ardu de connaître le crédit que le secrétaire d'État et le pouvoir royal accordaient aux écrits de l'agent général dans la mise en œuvre des grandes orientations. Cependant, on peut dire que ces écrits intervenaient dans le processus de décision.

De l'efficacité d'un dispositif institutionnel

Si les structures institutionnelles décrites disposaient de nombreux moyens d'action, il convient néanmoins de s'interroger sur l'efficacité réelle de leur action dans la pénétration commerciale française dans l'Amérique espagnole. En dépit de certaines réussites, les agents généraux eux-mêmes demeuraient pessimistes sur la portée réelle de leur action pour les marchands français impliqués dans le commerce américain. L'abbé Beliard évoquait «des gênes et des mauvais procédés que les Français éprouveront toujours».⁴⁵ Un tel discours, qui insistait davantage sur les vexations qu'il ne vantait la réussite de nombreux Français, mérite néanmoins d'être mis en perspective et nuancé.

44. Zylberberg, Michel, *Une si douce domination...*, cit.

45. Bibliothèque Nationale de France (BNF), Mss. Fr., 10766, 63, mémoire de Beliard, s.d.

En dépit des bémols apportés à l'efficacité de la protection exercée par les institutions étudiées, ces dernières n'en demeuraient pas moins des défenseurs relativement efficaces des marchands français impliqués dans la *Carrera de Indias*, même si elles ne maîtrisaient pas l'ensemble des ressorts de cet environnement économique. Les registres de la douane de Cadix permettent en effet de mesurer en partie la portée locale de certaines démarches entreprises par les agents généraux et les consuls auprès de l'administration centrale espagnole.⁴⁶ Ces livres contiennent les ordres reçus par les douanes de Cadix des autorités madrilènes en charge des finances hispaniques, telles que la *Superintendencia General de Rentas*, le *Secretario de Estado de Hacienda*, ou parfois directement du premier *Secretario de Estado*.⁴⁷ Ces ordres étaient émis suite à une requête adressée par l'ambassadeur ou l'agent général auprès desdites institutions. Les registres des années 1744 à 1793 ont fait l'objet d'un dépouillement systématique.⁴⁸ Leur analyse montre que les marchands français établis dans le port andalou ne faisaient pas systématiquement l'objet de vexations. En effet, au cours de cette période, 65 ordres transmis à la douane gaditane avaient trait aux marchands français, dont 27 (40 %) arbitraient en faveur de ces derniers.

En outre, les autorités espagnoles se montrèrent parfois relativement complaisantes à l'égard de la contrebande de piastres, qui était en théorie sévèrement punie. En effet, en vertu du règlement de 1760, tout bateau à bord duquel était «trouvé de l'or ou de l'argent monnayé ou en barres» risquait d'être confisqué et son capitaine «châtié», de même que le ou les marchands impliqués dans la fraude.⁴⁹ Cependant, de l'avis même du chancelier du consulat de France à Cadix Cassot, les visites de navires français par les douanes espagnoles au cours de l'année 1763 s'effectuaient «avec le plus grand ménagement». ⁵⁰ Si l'action du consul auprès des autorités espagnoles rentrait probablement en ligne de compte, elle n'était pas le seul facteur explicatif de cette relative modération. L'Espagne souhaitait en effet peser davantage face à la France tout en conservant son alliance avec un allié qui lui était indispensable pour fournir *Las Indias* en produits manufacturés. Dans ce contexte, la fraude apparaissait comme un mal nécessaire.

Autre preuve de cette relative efficacité de la protection institutionnelle française, différents travaux ont souligné la résistance des intérêts commerciaux français en Es-

46. L'exemple de Cadix a été privilégié car cette place était la première destination des marchands français qui portaient s'établir en Espagne au XVIII^e siècle.

47. Sur les finances hispaniques au XVIII^e siècle, voir: Dubet, Anne et Sergio Solbes Ferri, dossier «La construcción de la hacienda hispánica en el largo siglo XVIII», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 46, n.° 1, 2016; Dubet, Anne, *Les finances royales dans la monarchie espagnole (XVI^e-XIX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008; Artola, Miguel, *La hacienda del Antiguo Régimen*, Madrid, Alianza Editorial, 1982.

48. Archivo Histórico Provincial de Cádiz (AHPC), Aduana, 26-44, registres des ordres adressés à la douane de Cadix, 1744-1793. Voir aussi: Ravina Martín, Manuel, *Catálogo de reales ordenes a la aduana de Cádiz, siglo XVIII*, Séville, Junta de Andalucía, Consejería de Cultura, 2008.

49. AN, AE/B/I/277, 246-255, «Observations sur le règlement de Sa Majesté Catholique de 1760 tendant à rendre la visite des vaisseaux français, s'ils y sont assujettis, moins onéreuse et non arbitraire», mémoire de Cassot, 14 octobre 1763.

50. AN, AE/B/I/277, 234-235, lettres de Cassot à Praslin, 11 octobre, 18 novembre et 9 décembre 1763.

pagne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.⁵¹ La colonie marchande française de Cadix semble en effet avoir conservé une place de choix dans le port andalou. Dans la décennie 1780, les exportations françaises de Cadix vers *las Indias* ne cessèrent d'augmenter. Le consul de France indiquait pour l'année 1784 qu'elles étaient supérieures de 7.410.027 livres tournois à ce qu'elles étaient en 1777, malgré les mesures protectionnistes adoptées par Charles III.⁵²

Le consul de France à Cadix, l'agent général de la Marine et du Commerce à Madrid et les Chambres de Commerce de Marseille, Bordeaux et Bayonne furent des maillons essentiels d'une stratégie étatique de développement du commerce français dans l'empire colonial espagnol au XVIII^e siècle. Si la protection institutionnelle visait à optimiser les affaires des marchands français impliqués dans le commerce de la *Carrera de Indias*, il est néanmoins difficile de mesurer la portée réelle de ces services sur leurs réussites ou leurs échecs. L'étude mérite d'être prolongée. La réponse est d'autant moins évidente qu'il n'est pas possible d'évaluer ce qu'aurait été leur situation en l'absence de ce dispositif. De surcroît, l'économie n'est pas une science exacte, faisant correspondre à chaque cause une conséquence mécanique et nécessaire: elle est aussi affaire de perception et de représentation.

Cependant, ces précautions étant posées, certains indices peuvent être avancés. En dépit des menaces qui pesaient sur leurs positions, les marchands français de la *Carrera* semblent avoir relativement bien résisté aux remises en cause de la période *ilustrada*. Leurs positions demeuraient sans égale parmi les communautés étrangères impliquées dans ce grand négoce transatlantique. Comme l'a précisé Michel Zylberberg, «à la veille de la Guerre d'Indépendance américaine, l'emprise économique française semble avoir de beaux jours devant elle».⁵³ Ainsi, par leur action et leurs réseaux, les consuls de France à Cadix ainsi que l'agent général limitèrent les effets de mesures qui visaient à lutter contre l'immixtion du négoce français dans le trafic des Indes.

Le travail des acteurs institutionnels était alors tout aussi important en lui-même que par la réception dont il faisait l'objet. Le sentiment d'être soutenu pouvait en effet contribuer à sécuriser le monde marchand, à susciter ses projets et à augmenter sa confiance, maître mot de l'initiative économique. Par conséquent, l'efficacité du travail des acteurs institutionnels dans la pénétration commerciale française dans l'empire espagnol n'est sans doute pas à rechercher seulement dans la rationalité opérante du marchand, mais également dans ses affects, ses humeurs et sa psychologie. Ces acteurs institutionnels étaient une composante parmi d'autres d'un écosystème économique complexe. Interagissant avec cet environnement, ils tentaient d'en structurer les lignes de force, d'en orienter les dynamiques et d'en infléchir l'humeur.

51. Zylberberg, Michel, *Une si douce domination...*, cit.; Bartolomei, Arnaud, *Les marchands français de Cadix et la crise...*, cit.; Le Gouic, Olivier, *Lyon et la mer...*, cit.

52. AN, AE/B/III/349, État du commerce de Cadix, 1785; Zylberberg, Michel, *Une si douce domination...*, cit.

53. *Ibidem*, p. 84.

Sources

ACCM, Archives de la Chambre de Commerce de Marseille, Marseille.
AGS, Archivo General de Simancas, Simancas.
AHPC, Archivo Histórico Provincial de Cádiz, Cadix.
AHN, Archivo Histórico Nacional de España, Madrid.
AN, Archives Nationales de France, Paris.
BNF, Bibliothèque Nationale de France, Paris.
MAE La Courneuve, Archives du ministère des Affaires étrangères, centre de La Courneuve.
MAE Nantes, Archives du ministère des Affaires étrangères, centre de Nantes.

Bibliographie

- Artola, Miguel, *La hacienda del Antiguo Régimen*, Madrid, Alianza Editorial, 1982.
- Attman, Artur, *American Bullion in the European World Trade 1600-1800*, Göteborg, Kungl. Vetenskaps-och Vitterhets Samhället, 1986.
- Bartolomei, Arnaud, «La publication de l'information commerciale à Marseille et Cadix, 1780-1820: la fin des réseaux marchands?», *Rives nord-méditerranéennes*, n.º 27, 2007, pp. 85-108. DOI: <<https://doi.org/10.4000/rives.2053>>.
- , «Les relations entre les négociants français de Cadix et le pouvoir: comportements collectifs et stratégies individuelles (fin XVIII^e siècle)», en Bertrand, Michel et Jean-Philippe Priotti (eds.), *Circulations maritimes: l'Espagne et son Empire (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp. 128-129.
- , *Les marchands français de Cadix et la crise de la Carrera de Indias (1778-1828)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2017.
- Bartolomei, Arnaud; Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (eds.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII^e-XX^e siècle)*, Rome-Madrid, Publications de l'École française de Rome, 2017.
- Bély, Lucien; Guillaume Hanotin et Géraud Poumarède (eds.), *La diplomatie-monde. Autour de la paix d'Utrecht, 1713*, Paris, Pedone, 2019.
- Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècles*, T. 3, Paris, Armand Colin, 1979.
- Bravo Lira, Bernardino, «Notas sobre el Reglamento de Comercio libre de 1778 y el régimen jurídico del comercio indiano», en *III Congreso del Instituto Internacional de Historia del Derecho Indiano, Madrid 17-23 de enero de 1972, actas y estudios*, Madrid, 1973, pp. 1013-1044.
- Butel, Paul, *Européens et espaces maritimes (vers 1690-vers 1790)*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1997.
- Carrière, Charles, «Renouveau espagnol et prêt à la grosse aventure. Cadix dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle», *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n.º 17, juin-juillet 1970, pp. 221-252.
- Chaunu, David, «Les relations internationales en situation coloniale. La politique américaine des empires atlantiques dans la Caraïbe au temps de Louis XIV (1660-1715)», thèse de doctorat en cours, dirigée par Lucien Bély à Sorbonne Université.
- Chaunu, Pierre et Huguette Chaunu, *Séville et l'Atlantique*, Paris, SEVPEN, 1959.
- Checa Godoy, Antonio, *Historia de la prensa andaluza*, Séville, Fundación Blas Infante, 1991.

- Delgado Barrado, José Miguel, «Reformismo borbónico y compañías privilegiadas para el comercio americano (1700-1756)», en Guimerá Ravina, Agustín (ed.), *El reformismo borbónico: una visión interdisciplinar*, Madrid, CSIC, 1996, pp. 123-146.
- Delgado Ribas, Josep M., *Dinámicas imperiales (1650-1796). España, América y Europa en el cambio institucional del sistema colonial español*, Barcelone, Edicions Bellaterra, 2007.
- Domínguez Ortiz, Antonio, *Carlos III y la España de la Ilustración*, Madrid, Alianza Editorial, 1988.
- Dornic, François, «Le commerce des Français à Cadix d'après les papiers d'Antoine Granjean (1752-1774)», *Annales ESC*, n.º 3, 1954, pp. 311-327.
- Dubet, Anne, *Les finances royales dans la monarchie espagnole (XVI^e-XIX^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.
- Dubet, Anne et Sergio Solbes Ferri, dossier «La construcción de la hacienda hispánica en el largo siglo XVIII», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 46, n.º 1, 2016. DOI: <<https://doi.org/10.4000/mcv.6729>>.
- García Baquero, Antonio, *Cádiz y el Atlántico (1717-1778), el comercio colonial español bajo el monopolio gaditano*, Cadix, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, CSIC, 1976.
- , *La Carrera de Indias: suma de contratación y océano de negocios*, Séville, Sociedad estatal para la Exposición universal, 1992.
- , *El libre comercio a examen gaditano: crítica y opinión en el Cádiz mercantil de fines del siglo XVIII*, Cadix, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Cádiz, 1998.
- García Bernal, Antonio Miguel et Antonio García Baquero, *Tres siglos de comercio sevillano*, Séville, Camara Oficial de Comercio, Industria y Navegación de Sevilla, 1976.
- Girard, Albert, *Le commerce français à Séville et Cadix au temps des Habsbourg*, Paris, 1932.
- Gómez Urdáñez, José Luis et Urbano Espinosa Ruiz, *El proyecto reformista de Ensenada*, Lérída, Milenio, 1996.
- Guimerá Ravina, Agustín (ed.), *El reformismo borbónico: una visión interdisciplinar*, Madrid, Alianza Universidad, 1996.
- Hermann, Christian, «Affirmation de la souveraineté nationale et déclin des privilèges français en Espagne au XVIII^e siècle», en Dedieu, Jean-Pierre et Bernard Vincent (eds.), *L'Espagne, l'État, les Lumières. Mélanges en l'honneur de Didier Ozanam*, Madrid, Casa de Velázquez, 2004, pp. 27-40.
- Laurent, Sébastien (ed.), *Entre l'État et le marché: l'information et l'intelligence économique en France (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010.
- Le Gouic, Olivier, *Lyon et la mer au XVIII^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.
- Lloret, Sylvain, «Informer et protéger: l'agent général de la Marine et du Commerce de France à Madrid et les marchands français de Cadix (1748-1784)», en Bartolomei, Arnaud; Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (eds.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII^e-XX^e siècle)*, Rome-Madrid, Publications de l'École française de Rome, 2017, pp. 310-320.
- , «Connecter deux mondes: le consulat de France à Cadix au XVIII^e siècle, interface entre l'Europe et Las Indias», en Jesné, Fabrice (ed.), *Les consuls, agents de la présence française dans le monde, XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. «Enquêtes & documents», 2017, pp. 21-36.
- , «Entre princes et marchands: les agents généraux de France à Madrid dans les interstices de la diplomatie (1702-1793)», thèse de doctorat dirigée par Lucien Bély, soutenue le 25 juin 2018 à Sorbonne Université.

- Lobato Franco, Isabel et José María Oliva Melgar (eds.), *El sistema comercial español en la economía mundial (siglos XVII-XVIII)*, Huelva, Universidad de Huelva, 2013.
- Martínez Shaw, Carlos et José María Oliva Melgar (eds.), *El sistema atlántico español (siglos XVII-XIX)*, Madrid, Marcial Pons, 2005.
- McCusker, John, «Bulletins de trafic et listes de navires: sources pour l'histoire économique du monde atlantique», *Bulletin du Centre d'Histoire des Espaces Atlantiques*, n.º 1, 1983, pp. 21-26.
- McCusker, John et Cora Gravesteijn, *The beginnings of commercial and financial journalism*, Amsterdam, 1991.
- Mézin, Anne, *Les consuls de France au siècle des Lumières (1715-1792)*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1998.
- Morineau, Michel, *Incroyables gazettes et fabuleux métaux. Les retours des trésors américains d'après les gazettes hollandaises (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1984.
- Ozanam, Didier, «La colonie française de Cadix au XVIII^e siècle d'après un document inédit de 1777», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n.º 4, 1968, p. 260.
- Petit, Pascal (ed.), *L'économie de l'information. Les enseignements des théories économiques*, Paris, La Découverte, 1998.
- Pietschmann, Horst (ed.), *Atlantic History. History of the Atlantic System, 1580-1830*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002.
- Ravina Martín, Manuel, *Catálogo de reales ordenes a la aduana de Cádiz, siglo XVIII*, Séville, Junta de Andalucía, Consejería de Cultura, 2008.
- Ruiz Torres, Pedro, *Reformismo e Ilustración*, Barcelone, Grupo Planeta, 2008.
- Sánchez Blanco, Francisco, *El Absolutismo y las Luces en el reinado de Carlos III*, Madrid, Marcial Pons, 2002.
- Stanziani, Alessandro, «Information, institutions et temporalité. Quelques remarques critiques sur l'usage de la nouvelle économie de l'information en histoire», *Revue de Synthèse*, 121, n.º 1-2, 2000, pp. 117-155. DOI: <<https://doi.org/10.1007/BF02962738>>.
- Stein, Stanley J. et Barbara H. Stein, *Plata, comercio y guerra. España y América en la formación de la Europa moderna*, Barcelone, Crítica, 2002.
- Ternat, François, *Partager le monde: rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2015.
- Vial, Pierre, *Un négociant français à Cadix: Antoine Granjean (1752-1775)*, Lyon, 1964.
- Zylberberg, Michel, *Une si douce domination: les milieux d'affaires français et l'Espagne vers 1780-1808*, Paris, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, 1993.